

Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture	Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement	Commissariat général au développement durable Direction de l'eau et de la biodiversité
CIRCULAIRE DPMA/C2012-9602 Date: 04 janvier 2012		

Le directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture
La commissaire générale au développement durable
La directrice de l'eau et de la biodiversité

Date de mise en application : immédiate
Pièce(s) annexe(s) : 2

NOR : AGRM1119001C

à
Mesdames et Messieurs les préfets de département

Objet : évaluation environnementale et à l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 des schémas des structures des exploitations de cultures marines

Résumé

Les schémas des structures doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale et d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000 à compter du 1^{er} mai 2011, conformément aux dispositions transitoires définies par le 3^{ème} alinéa de l'article 3 du décret n° 2010-365. La présente circulaire vient préciser les attendus ainsi que les modalités d'élaboration de ces évaluations, qui devront être réalisées conjointement. Les parties I et II précisent le cadre général de l'évaluation environnementale et de l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000. La partie III précise les modalités d'élaboration de ces évaluations dans le cadre des schémas des structures des exploitations de cultures marines.

Mots clés liste fermée : cultures marines, schémas des structures, Natura 2000, évaluation environnementale, évaluation des incidences

Mots clés libres : Textes de référence : décret n° 83-228 modifié du 22 mars 1983 ; articles L. 122-4, R. 122-17, L. 414-1 et suivants, R. 414-19 et suivants du code de l'environnement ; directives 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages et 2001/42/CE du Parlement et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

DESTINATAIRES	
Pour exécution : Mesdames et Messieurs les préfets de région, Mesdames et Messieurs les préfets de département, Mesdames et Messieurs les directeurs départementaux des territoires et de la mer	Pour information : Madame la commissaire générale au développement durable, Madame la directrice de l'eau et de la biodiversité, Messieurs les préfets maritimes, Messieurs les directeurs interrégionaux de la mer, Messieurs les Directeurs de la Mer, Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Mesdames et Messieurs les directeurs de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Mesdames et Messieurs les délégués pour la mer et le littoral, Monsieur le directeur de l'agence des aires marines protégées, Monsieur le président du Comité national de la conchyliculture, Monsieur le président du Comité interprofessionnel de l'aquaculture, Monsieur le président du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins, Monsieur le directeur du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

Comme le précise la circulaire DPMA/SDAEP/C2010-9639 du 8 décembre 2010, le décret n° 2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 soumet les schémas des structures à évaluation des incidences au titre de Natura 2000 (modification de l'article R. 414-19 du code de l'environnement). En application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement, **les schémas des structures, soumis à évaluation des incidences au titre de Natura 2000, sont également dans le champ de l'évaluation environnementale** au sens de la directive 2001/42 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. La présente circulaire précise le cadre général de ces évaluations ainsi que les modalités de leur élaboration dans le cadre des schémas des structures des exploitations de cultures marines.

Par ailleurs, le 21° de l'article R. 414-19 du code de l'environnement prévoit la réalisation d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000 pour « l'occupation d'une dépendance du domaine public d'une personne publique soumise à autorisation au titre de l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques lorsque la dépendance occupée est localisée, en tout ou partie, en site Natura 2000 ». L'article L. 2124-29 du code général de la propriété des personnes publiques indiquant que les autorisations d'exploitation de cultures marines valent autorisation d'occupation domaniale, il s'ensuit que les autorisations d'exploitation de cultures marines délivrées conformément au décret n°83-228 modifié entrent dans le champ d'application de cet article lorsque la demande concerne une concession située sur un site Natura 2000. La présente circulaire précise les modalités de gestion pour ces demandes.

I- L'élaboration des évaluations environnementales

1- Principes généraux

L'évaluation environnementale est une démarche d'aide à la décision : elle a pour objet de mieux apprécier les enjeux environnementaux et les incidences notables de certaines décisions publiques, et d'en rendre compte dans un objectif de développement durable.

Elle permet par ailleurs d'appréhender l'environnement dans sa globalité (changements climatiques, biodiversité, énergie, ressources, pollutions, santé humaine, risques, patrimoine...).

Cette démarche a vocation à faciliter en amont l'intégration des questions environnementales dans les principaux choix d'aménagement, avec une meilleure prise en compte d'enjeux environnementaux globaux conformément à l'objectif de développement durable.

Comme dans le cadre de l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000, une évaluation environnementale reste proportionnée au territoire concerné, au type de plan ou programme concerné et à son degré de précision.

L'évaluation environnementale ne se traduit généralement pas par un allongement de procédure ou une étude lourde supplémentaire : accompagnant le processus d'élaboration, elle devrait s'appuyer le plus souvent sur les études déjà exigées pour l'élaboration d'autres plans et programmes, et peut facilement se conjuguer avec les procédures existantes.

Cette démarche d'évaluation a été instituée par la directive européenne 2001/42 du 27 juin 2001, transposée en droit français par une ordonnance du 3 juin 2004 et deux décrets du 27 mai 2005 (modification du code de l'environnement et du code de l'urbanisme). La directive 2001/42 ne donne pas une définition précise des notions de « plan » et « programme » mais vise les plans et programmes suivants ainsi que leurs modifications :

- exigés par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives ;
- susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;
- qui sont élaborés pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, des transports, de la gestion des déchets, de la gestion de l'eau, des télécommunications, du tourisme, de l'aménagement du territoire urbain et rural ou de l'affectation des sols et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets pourra être autorisée ;
- pour lesquels une évaluation des incidences est requise au titre de la directive Habitats de 1992.

En France, sont ainsi dans le champ de l'évaluation environnementale (article R. 122-17 du code de l'environnement) notamment les :

- schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ;
- schémas de mise en valeur de la mer ;
- schémas d'aménagement et de gestion des eaux ;
- programmes d'actions agricoles contre la pollution par les nitrates.

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a par ailleurs fait évoluer le champ de l'évaluation environnementale des plans et programmes relevant du code de l'environnement en introduisant un examen au cas par cas pour certains plans et programmes.

Elle a en outre renforcé le suivi de la mise en œuvre de ces plans et programmes (définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour identifier, à un stade précoce, les impacts négatifs avec l'environnement et envisager si nécessaire les mesures appropriées).

2- Articulation entre l'évaluation environnementale et l'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000

En application des directives communautaires précitées et du code de l'environnement, le déclenchement de l'évaluation environnementale lors de l'élaboration du plan / programme n'est pas dépendant des résultats d'une évaluation d'incidences Natura 2000 puisque leurs élaborations sont conjointes : l'article R. 122-17 du code de l'environnement prévoit ainsi que **l'évaluation des incidences Natura 2000 est conduite selon la procédure de l'évaluation environnementale.**

L'évaluation des incidences Natura 2000 peut prendre la forme d'un chapitre particulier du rapport d'évaluation environnementale consacré aux incidences sur les sites Natura 2000 du plan/programme ou faire l'objet d'une publication séparée.

Les deux évaluations ont donc vocation à être menées conjointement. En cas de démonstration d'incidences notables avérées, la directive Habitats prescrit de ne pas donner son accord au plan sauf conditions particulières (CJCE, 13 décembre 2007, Commission c/ Irlande). Ainsi, ne réaliser une évaluation environnementale – qui, par nature, est une procédure préventive et non une procédure de sanction – qu'après avoir constaté une dégradation, serait directement contraire à l'article 3-2 de la directive 2001/42.

3- La démarche

L'évaluation environnementale accompagne l'élaboration du plan/programme de façon constante et continue :

- ainsi, toutes les phases de l'évaluation sont connectées entre elles ;
- l'analyse des incidences des choix envisagés doit constamment guider les auteurs du plan pour retenir des options respectant les objectifs de protection de l'environnement ;
- l'évaluation se poursuit pendant l'application du plan/programme.

L'ensemble de cette démarche d'intégration de l'environnement apparaît à la lecture du rapport environnemental.

L'évaluation environnementale implique :

- une responsabilisation de la structure en charge de l'élaboration du plan ou programme ;
- des consultations.

a) la formalisation du rapport environnemental

Le rapport environnemental permet de :

- *fournir les éléments de connaissance utiles*

Cette étape passe par la caractérisation de l'état initial de l'environnement et par l'analyse des différents impacts potentiels, négatifs ou positifs, directs ou indirects du plan ou programme. Au niveau stratégique, un des enjeux méthodologiques est la prise en compte des effets de cumul des diverses activités présentes, en évitant une simple juxtaposition de considérations thématiques.

Cette analyse peut se faire par enjeux environnementaux ou par principaux projets ou par territoires. Elle doit permettre d'apprécier la capacité du plan/programme à encadrer efficacement la réalisation des futurs projets, notamment sur les enjeux prioritaires.

Enfin, les impacts sur l'environnement et la santé humaine doivent être appréhendés à travers la question des forces motrices, des facteurs d'évolution ou des leviers d'action sur lesquels intervient le schéma.

- *aider à la définition du contenu du schéma*

Cette définition implique en particulier la comparaison de solutions alternatives qui correspondent aux options définies dans le cadre du schéma. Elles peuvent concerner :

- les grands équilibres du projet de plan/programme à un stade amont de la réflexion ;
- des variantes sur des points précis (localisation des projets ; conception ; modalités de leur réalisation).

Le choix des solutions de substitution raisonnables résulte d'une évaluation au cas par cas, suivie d'une décision.

Par ailleurs, l'évaluation environnementale doit permettre de vérifier la cohérence d'ensemble des projets et aménagements prévus et l'articulation avec d'autres plans/programmes, par exemple avec les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine.

En outre, cette étape de la démarche d'évaluation est essentielle pour élaborer les règles pertinentes quant au respect des objectifs environnementaux, qui permettent au mieux d'éviter, de réduire ou, lorsque cela s'avère nécessaire et possible, de compenser les incidences négatives résiduelles sur l'environnement. Il convient de prendre également en compte les interactions positives pour l'environnement générées par l'activité avant d'envisager la mise en place de ces règles.

Les mesures réductrices visent à atténuer les impacts négatifs sur le lieu et au moment où ils pourront se produire : elles sont mises en œuvre dès lors qu'il n'est pas possible d'éviter complètement un impact négatif ou dommageable. Ces mesures doivent se traduire autant que possible par des règles introduites dans la partie prescriptive des schémas afin de leur donner une réelle assise juridique.

Les mesures compensatoires ont pour objet d'apporter une contrepartie positive aux impacts négatifs qui n'ont pu être évités ou suffisamment réduits ; elles correspondent à des impacts précisément identifiés et s'exercent sur le même domaine ou dans un domaine voisin de celui impacté.

- *apporter une transparence des choix décisionnels et rendre compte*

Cette composante de la démarche d'évaluation vise à apporter une plus grande transparence des choix décisionnels et à mieux rendre compte des choix opérés.

En particulier pour le public, le résumé non technique de l'évaluation environnementale est important. Reprenant l'ensemble des parties de ce rapport, ce document doit être facilement identifiable.

- *préparer le suivi et la mise en œuvre du plan*

La question du suivi de la mise en œuvre des plans et programmes revêt une importance toute particulière dans la directive 2001/42 (article 10). Le suivi permet en effet de vérifier que les effets constatés du schéma sont conformes aux prévisions du rapport et s'assurer de la pertinence des mesures prévues pour éviter, réduire ou compenser des impacts dommageables.

L'organisation de ce suivi doit être appréhendée en amont (identification de la structure qui est chargée du suivi lors de l'approbation du plan/programme) afin que soient correctement renseignés et interprétés les indicateurs de suivi (réalisation des objectifs ; suivi des milieux).

b) les consultations à mener

La démarche d'évaluation environnementale implique la consultation (article 8 de la directive 2001/42) du public ainsi que d'une autorité environnementale.

- *la consultation de l'autorité environnementale*

Pour les plans et programmes, l'autorité environnementale est, au niveau local, le préfet, avec l'appui des DREAL, et le CGEDD (Conseil général de l'environnement et du développement durable) pour la plupart des plans adoptés au niveau national.

L'autorité environnementale intervient en pratique à deux moments :

- **étape du « cadrage préalable »** : l'autorité environnementale est consultée en tant que de besoin sur le degré de précision des informations que doit contenir le rapport environnemental (article L. 122-7 du code de l'environnement). Cet avis permet de mieux définir les contours du projet de schéma, l'aire d'étude et les échelles d'analyse à retenir (cf. annexe n°1, II-A).
- **avis sur l'évaluation environnementale** : l'autorité environnementale, saisie trois mois au moins avant le début de la consultation du public rend un avis sur l'évaluation environnementale réalisée (respect des prescriptions de la procédure, conformité, exhaustivité, qualité, pertinence des informations fournies...) et sur la prise en compte

de l'environnement par le schéma (effets sur l'environnement détectés ou non par le maître d'ouvrage, bilan global du projet, en lui-même, compte tenu des mesures prises, préconisations à émettre...). Cet avis, simple, est une information environnementale communicable qui renforce la transparence de la démarche vis-à-vis du public.

- la consultation du public

Dans le cadre de l'évaluation environnementale, l'article L. 122-8 du code de l'environnement prévoit une mise à disposition du public. Cette procédure, dont les modalités sont définies par l'autorité compétente pour approuver le schéma, ne peut être inférieure à 15 jours.

Peut être envisagé un système dans lequel, huit jours au moins avant le début de la mise à disposition, le préfet de département publie un avis qui fixe :

- a) La date à compter de laquelle le dossier comprenant les éléments mentionnés à l'article L. 122-8 est tenu à la disposition du public et la durée pendant laquelle il peut être consulté, cette durée ne pouvant être inférieure à quinze jours ;
- b) Les lieux, jours et heures où le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet.

L'avis publié peut l'être par voie d'affiches en préfecture, et dans un ou deux journaux régionaux ou locaux et/ou sur le site internet de la préfecture.

Par ailleurs, une fois le schéma approuvé, une déclaration résumant la manière dont il a été tenu compte de l'avis de l'autorité environnementale et des observations du public doit être mise à disposition du public (article L. 122-10 du code de l'environnement) selon les mêmes modalités qui ont présidé à la mise à l'information et la consultation du public initiales.

II- L'élaboration des évaluations des incidences au titre de Natura 2000

1- Cadre général et réglementaire de l'évaluation des incidences Natura 2000

Le régime d'évaluation des incidences Natura 2000 résulte de la transposition des **articles 6-3 et 6-4 de la directive « Habitats-faune-flore » (92/43/CEE) et est également applicable aux sites désignés au titre de la directive « Oiseaux » (2009/147/CE)**. Si celle-ci n'interdit pas les activités et interventions sur un site Natura 2000, elle impose néanmoins de soumettre les plans et projets, dont l'exécution pourrait avoir des répercussions significatives sur le site, à une évaluation préalable de leurs incidences sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire.

Selon ces articles, les autorités ne peuvent autoriser un plan ou un projet que si, au regard de l'évaluation de ses incidences, il ne porte pas atteinte à l'intégrité du site considéré (sauf cas très particuliers des projets justifiés par des raisons impératives d'intérêt public majeur).

Les articles 6-3 et 6-4 de la directive « Habitats » sont transposés, dans le droit national, aux articles **L. 414-4 et R.414-14 à 29 du code de l'environnement**.

La circulaire MEEDDM du 15 avril 2010 relative à l'évaluation des incidences Natura 2000 fournit une présentation générale du dispositif, décrit la procédure d'évaluation et précise certaines notions clés telle que l'atteinte aux objectifs de conservation, l'intérêt public majeur ou les effets cumulés.

Le régime d'évaluation des incidences repose sur un système de listes positives qui définit le champ d'application du dispositif. Si un plan, un programme, un projet, une manifestation ou une intervention figure sur une liste, elle est redevable d'une évaluation des incidences préalablement à son autorisation, son approbation ou à sa réalisation. Ces listes peuvent être nationale (article R414-19 du code de l'environnement) ou locales. Ces dernières qui

complètent la liste nationale sont fixées, après concertation, au niveau de chaque département, par le préfet de département ou, au niveau de chaque façade maritime, par le préfet maritime.

Ce système de listes est en outre complété par une clause dite de « sauvegarde » ou « filet » (L.414-4 IV bis) qui permet à l'autorité administrative compétente de soumettre à évaluation des incidences tout plan, projet ou manifestation qui ne figurerait pas sur une liste, mais qui serait tout de même susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation d'un ou plusieurs sites Natura 2000.

2- Objectif de l'évaluation des incidences Natura 2000

L'évaluation des incidences Natura 2000 consiste à démontrer que les prescriptions d'un plan ou programme garantissent la conservation des habitats et espèces ayant justifié la désignation d'un ou plusieurs sites Natura 2000 dans la zone concernée et ne génèrent pas d'impact significatif sur ces habitats et espèces.

Il importe que ces enjeux de conservation soient pris en compte le plus en amont possible plutôt que de procéder à une évaluation des incidences postérieurement à l'élaboration du plan ou programme. Il est donc conseillé d'élaborer ce plan ou programme dans le cadre d'une **démarche itérative et intégrée** où les enjeux de préservation de la biodiversité remarquable contribuent à la définition du contenu de ce plan ou programme. L'évaluation des incidences des prescriptions retenues dans le plan ou programme est donc faite au fur et à mesure de l'élaboration et doit ensuite être formalisée dans une note jointe.

III- L'élaboration des évaluations environnementales et des évaluations des incidences Natura 2000 pour les schémas des structures des exploitations de cultures marines

1- Porteur des évaluations

L'article R. 414-23 du code de l'environnement indique que « *le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 est établi, s'il s'agit d'un document de planification, par la personne publique responsable de son élaboration* ».

Par ailleurs, aux termes de l'article R. 122-17 du code de l'environnement, c'est « *la personne publique responsable de l'élaboration d'un plan ou d'un document appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article R. 122-17* » qui est chargée de l'évaluation environnementale.

Il ressort de ces dispositions que c'est l'autorité préfectorale, chargée par les dispositions de l'article 5 du décret n° 83-228 modifié d'arrêter ces schémas, qui est responsable de la réalisation de ces évaluations.

Pour autant, ces évaluations ne pourront pas être réalisées sans le concours de la profession et notamment des comités régionaux de la conchyliculture ainsi que des autres représentants des professionnels de cultures marines, qu'il convient de sensibiliser à l'importance de cette tâche (cf. point 4 ci-dessous relatif aux obligations relevant du concessionnaire en cas de non-évaluation de ces schémas).

L'annexe n° 1 à la présente circulaire, en précisant le contenu attendu du rapport environnemental et de l'évaluation des incidences Natura 2000 des schémas des structures, propose un cahier des charges permettant de réaliser ces évaluations.

Ce cahier des charges peut être utilisé pour confier la réalisation de ces évaluations à un bureau d'études. Si cette option venait à être retenue, dans la logique de la démarche itérative précisée au point 2 du II de la présente circulaire, un comité de pilotage réunissant professionnels (CRC – comité régional de la conchyliculture), représentants des autres cultures marines (dont le CRPMEM – comité régional des pêches maritimes et des élevages marins – ou les représentants du SFAMN – syndicat français d'aquaculture marine et nouvelle) et administrations (DIRM, DDTM et DREAL) peut être utilement mis en place pour assurer le suivi de l'étude.

En ce qui concerne la réalisation de l'évaluation environnementale, il est fortement conseillé aux préfets de département de solliciter l'autorité environnementale afin d'obtenir une note de cadrage préalable (*cf.* b) du 3 du I de la présente circulaire). Pour les schémas des structures des cultures marines, l'autorité environnementale est, en application de l'article R. 122-19 du code de l'environnement, le même préfet de département. Dans les faits, l'avis de l'autorité environnementale est préparé par les services de la DREAL, en liaison avec les services de l'Etat compétents (DDTM, DML, DIRM, DDCSPP etc.).

Enfin, les établissements publics compétents (Agence des aires marines protégées, Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, *etc.*) peuvent également être sollicités et apporter des éléments dans le cadre de la réalisation de ces évaluations.

2- Éléments de procédure concernant la réalisation des évaluations des schémas des structures

L'évaluation environnementale et l'évaluation des incidences Natura 2000 sont réalisées dans le cadre de l'élaboration ou de la révision du schéma des structures des exploitations de cultures marines. Deux cas de figure sont envisageables :

- élaboration d'un schéma ou révision d'un schéma n'ayant jamais fait l'objet d'une évaluation environnementale et d'une évaluation des incidences : l'évaluation des incidences Natura 2000 tend à vérifier que l'ensemble du schéma des structures ne porte pas atteinte au bon état de conservation des sites Natura 2000 du périmètre du schéma et n'a pas d'incidences notables sur l'environnement ;
- Révision d'un schéma ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale et d'une évaluation des incidences : l'article L. 122-5 du code de l'environnement précise que les modifications apportées au schéma doivent donner lieu soit à une nouvelle évaluation, soit à une actualisation de celle qui a été réalisée, à l'exception des modifications qui ont un "*caractère mineur*". Ainsi, par exemple, les modifications qui concernent les ordres de priorités pour l'attribution des concessions ou les obligations des concessionnaires ne nécessitent pas d'actualisation des évaluations. De manière générale, lors d'une révision du schéma, il conviendra de déterminer si les modifications apportées nécessitent une actualisation de l'évaluation voire une nouvelle évaluation.

Au regard de la démarche itérative et participative présidant à la définition du schéma des structures, il importe que ces évaluations puissent être réalisées concomitamment à la rédaction du schéma ou de sa révision.

Votre attention est appelée sur le fait que les **évaluations seront réalisées prioritairement sur la base des connaissances existantes.**

Enfin, les schémas des structures des cultures marines entrent dans le champ d'application de l'article L. 122-8 du code de l'environnement qui prévoit une mise à disposition du public pour ce type de plan. La procédure détaillée au b) du 3 de la partie I s'applique donc.

3- Périmètre des évaluations

Il convient de rappeler dans un premier temps que c'est l'ensemble des activités couvertes par le schéma des structures et définies à l'article 1^{er} du décret n° 83-228 du 22 mars 1983 modifié qui est à prendre en compte.

Votre attention est appelée sur le fait que s'agissant du premier exercice de ce type, les évaluations pourront concerner uniquement les productions actuellement existantes dans les bassins de production couverts par le schéma des structures.

Outre les productions existantes, le schéma des structures peut également prévoir des activités potentielles mais non encore existantes. En effet, au-delà du développement régulier de nouvelles activités (production notamment), le contexte actuel de la crise des surmortalités de naissains d'huîtres creuses est propice à la diversification des activités des exploitants et notamment des diversifications d'élevage de nouveaux produits. Cette diversification doit être encouragée (cf. Note de service DPMA/SDAÉP/N2010-9619 du 06/07/2010).

Au moment de l'élaboration du schéma des structures et de ses évaluations (environnementale et des incidences au titre de Natura 2000), il est possible de prendre en compte ces activités dans le schéma des structures, sous réserve de disposer des informations suffisantes : dimensions de référence, modalités d'exploitation...mais également des éléments disponibles permettant de bien réaliser ces démarches d'évaluation environnementale et d'évaluation des incidences Natura 2000 sur ces activités.

Enfin, le cas des activités non identifiées dans le schéma des structures doit également être considéré. Le développement d'une nouvelle activité de cultures marines nécessite des phases d'expérimentation préalable pour s'assurer de sa faisabilité et de sa viabilité, tant technique qu'économique. Cette étape d'expérimentation doit également être l'occasion de recueillir les éléments de son interaction avec l'environnement. L'ensemble des éléments obtenus à l'issue de telles expérimentations permettra de définir le cadre réglementaire de cette nouvelle production, éventuellement inscrite au schéma des structures à l'occasion d'une révision ultérieure, et servira de base pour les évaluations du schéma des structures ainsi modifié.

Vous veillerez donc à ce que les expérimentations pour de nouvelles productions comportent un suivi environnemental suffisant permettant d'alimenter les évaluations suivantes (évaluation environnementale et évaluation des incidences Natura 2000).

Cette procédure devra alors utilement être précisée dans le schéma des structures adopté.

4- Articulation entre schéma des structures et autorisation des exploitations de cultures marines

En application du 6° de l'article R. 414-19 du code de l'environnement, les schémas des structures des exploitations de cultures marines doivent, depuis le 1^{er} mai 2011, intégrer la prise en compte des enjeux de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire au travers de la réalisation d'une évaluation des incidences Natura 2000. Il est à noter qu'une évaluation des incidences doit être réalisée même si le périmètre couvert par le schéma des structures ne comprend aucun site Natura 2000. Dans ce cas, si l'absence d'incidence est évidente, une évaluation simplifiée et rapide sera suffisante.

En application du 21° de l'article R. 414-19, les demandes d'autorisation d'exploitation de cultures marines concernant une activité de cultures marines localisée en site Natura 2000 sont également redevables d'une évaluation des incidences Natura 2000. Dans cette situation, l'activité des cultures marines s'avère soumise à une double évaluation (au niveau des schémas des structures et au niveau de l'autorisation).

Aussi, lorsque les demandes individuelles de concession de cultures marines portent sur un type d'élevage conforme à un schéma des structures ayant fait l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000, **l'évaluation des incidences consiste à justifier de la conformité de la demande de concession au schéma cadre et à la mise en œuvre, le cas échéant, des mesures de réduction ou de suppression des impacts** (cf. déclaration type en annexe n° 2 – cette déclaration doit être préparée par le rédacteur de l'évaluation des incidences du schéma des structures lors de la réalisation de cette évaluation). **L'évaluation des incidences du schéma des structures se doit donc d'être suffisamment précise et pointue quant à son contenu et à ses prescriptions pour que la conformité de la demande de concession au schéma cadre garantisse le respect des objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés (cf. annexe n°1 –III).**

Dans le cas où une demande individuelle de concession de cultures marines située, en tout ou partie, en site Natura 2000 concernerait un schéma des structures n'ayant pas encore été soumis à l'évaluation des incidences, dans l'attente de cette évaluation, cette demande de concession doit inclure sa propre évaluation des incidences. Les schémas des structures ayant tous vocation à être soumis dans les mois à venir à une évaluation des incidences Natura 2000, cette situation est transitoire. A cette fin, des formulaires standards pour les demandes de concession sont désormais opérationnels dans plusieurs régions.

ICPE - Cas particulier de la pisciculture marine

La situation de la pisciculture marine s'avère différente dans la mesure où cette activité est soumise aux dispositions relatives à la réglementation relative aux ICPE. Ces activités peuvent être ainsi soumises, en fonction de leur statut, à une étude d'impact¹ et à une évaluation des incidences au titre de Natura 2000.

L'évaluation des incidences Natura 2000 est obligatoire si la capacité de production de l'installation est supérieure à 20t/an (régime d'autorisation). En deçà de ce seuil (régime de déclaration : entre 5 et 20t/an), elle n'est pas requise sauf à ce que cet item figure sur une liste locale comme précisé dans la circulaire du MEEDDM du 15 avril 2010 précitée.

Pour cette dernière catégorie, l'évaluation des incidences du schéma des structures pourra notamment s'appuyer sur les éléments relatifs à Natura 2000 des études et notices d'impact des exploitations piscicoles existantes au sein d'un bassin homogène de production. Elle devra également évaluer l'incidence des installations susceptibles d'être autorisées en application du schéma des structures.

IOTA (Installations, ouvrages, travaux et activités soumis aux dispositions de l'article 10 de la loi sur l'eau)

Pour les projets soumis à déclaration ou à autorisation au titre de la « loi sur l'eau », notamment au titre des rubriques 2.2.3.0. : *rejets dans les eaux de surface (infrastructures à terre comme en mer)* et 4.1.3.0. : *les dragages et/ou rejets y afférent en milieu marin* (par exemple, désenvasement des sites), les demandes d'autorisation des exploitations de cultures marines doivent obligatoirement comporter un dossier d'évaluation des incidences Natura 2000, lequel pourra néanmoins être établi en s'appuyant sur les analyses et les éléments contenus dans l'évaluation des incidences du schéma des structures.

Régime propre à Natura 2000

En deçà des seuils fixés pour la déclaration de la nomenclature « loi sur l'eau », certaines installations ou opérations ne faisant l'objet d'aucun encadrement administratif sont néanmoins soumises à évaluation des incidences si celles-ci figurent sur la liste locale arrêtée

¹ Projets soumis à autorisation ICPE, rubrique n° 2130 de la nomenclature.

par le préfet, en application du décret relatif au régime d'autorisation administrative propre à Natura 2000 (décret n° 2011-966 du 16 août 2011).

Toutefois, votre attention est appelée sur le fait que l'ensemble des activités de cultures marines autorisées sur le DPM devant être couvert par un schéma des structures en application de l'article 5 du décret n° 83-228, les listes locales ne devraient pas prévoir d'inclure les autorisations d'exploitation de cultures marines sur ces listes locales.

Les deux tableaux ci-dessous récapitulent les différentes situations pouvant être rencontrées pour l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 pour l'ensemble des cultures marines (AECM : autorisation d'exploitation des cultures marines ; SDS : Schéma des structures). Ils explicitent les dispositions de l'article R. 414-19 du code de l'environnement, indépendamment des activités figurant sur les listes locales.

Toutes activités de cultures marines autres que la pisciculture marine	Statut du schéma des structures (SDS) couvrant l'activité	Demande d'AECM dans une zone N2000	Demande d'AECM hors d'une zone N2000
Cas général	SDS n'ayant pas encore fait l'objet d'une évaluation des incidences N2000	Une évaluation des incidences doit être réalisée sur la base de l'article R. 414-19 21° du code de l'environnement	Pas d'évaluation nécessaire
	SDS ayant fait l'objet d'une évaluation des incidences N2000	L'évaluation des incidences consiste à indiquer la conformité de la demande de concession au schéma des structures.	Pas d'évaluation nécessaire
Activités nécessitant une autorisation ou une déclaration au titre de la loi sur l'eau	Quel que soit le statut du SDS	Une évaluation des incidences doit être réalisée sur la base de l'article R. 414-19 4° et 21° du code de l'environnement	Une évaluation des incidences doit être réalisée sur la base de l'article R. 414-19 4° du code de l'environnement

Cas de la Pisciculture marine	Statut du schéma des structures (SDS) couvrant l'activité	Demande d'AECM dans une zone N2000	Demande d'AECM hors d'une zone N2000
Activités relevant de la nomenclature ICPE (autorisation)	Quel que soit le statut du SDS	Une évaluation des incidences doit être réalisée sur la base de l'article R. 414-19 3° et 21° du code de l'environnement	Une évaluation des incidences doit être réalisée sur la base de l'article R. 414-19 3° du code de l'environnement
Activités relevant de la nomenclature ICPE (déclaration)	SDS n'ayant pas encore fait l'objet d'une évaluation des incidences N2000	Une évaluation des incidences doit être réalisée sur la base de l'article R. 414-19 21° du code de l'environnement	Pas d'évaluation nécessaire
	SDS ayant fait l'objet d'une évaluation des incidences N2000	L'évaluation des incidences consiste à indiquer la conformité de la demande de concession au schéma des structures	Pas d'évaluation nécessaire
Activités nécessitant une autorisation ou une déclaration au titre de la loi sur l'eau	Quel que soit le statut du SDS	Une évaluation des incidences doit être réalisée sur la base de l'article R. 414-19 4° et 21° du code de l'environnement	Une évaluation des incidences doit être réalisée sur la base de l'article R. 414-19 4° du code de l'environnement

Remarque : Notamment pour les AECM hors zone Natura 2000 et conformément aux articles R. 414-21, R. 414-23 et R. 414-28 du Code de l'Environnement, le contenu du dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 peut se limiter à la présentation et à l'exposé définis au I de ces articles, dès lors que cette première analyse permet de conclure à l'absence d'incidence sur tout site Natura 2000.

La soumission du schéma des structures à évaluation environnementale et évaluation des incidences Natura 2000 permet, tout en garantissant une évaluation à un niveau stratégique des activités de cultures marines et en particulier une meilleure prise en compte des effets cumulés sur l'environnement, de limiter les obligations s'appliquant aux exploitants de cultures marines. De ce fait, la profession devra être fortement impliquée dans la mise en œuvre de ces démarches.

Pour votre information, si le schéma des structures doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, en revanche, une étude d'impact n'est pas prescrite pour la très grande majorité des exploitations de cultures marines² dans le projet de décret relatif à la réforme des études d'impact, en cours de finalisation. Il est donc indispensable de réaliser avec la plus grande attention l'évaluation environnementale des schémas des structures et d'appréhender le plus finement possible les impacts sur l'environnement des prescriptions qu'ils contiennent.

Je vous saurais gré, sous le présent timbre, de bien vouloir m'informer de toute difficulté liée à l'application de la présente circulaire.

Le directeur des Pêches
Maritimes et de l'Aquaculture

Signé : P. MAUGUIN

La Commissaire générale au
développement durable

Signé : D. DRON

La directrice de l'eau et de la
biodiversité

Signé : O. GAUTHIER

² Pour mémoire, seules les piscicultures, relevant de la nomenclature ICPE, sont soumises à étude d'impact, à étude d'incidences Natura 2000 et enquête publique.

ANNEXE N° 1 – CONTENU INDICATIF POUR L'ELABORATION D'UN CAHIER DES CHARGES PERMETTANT DE REALISER L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET L'EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000 DES SCHEMAS DES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS DE CULTURES MARINES

Des informations complémentaires seront élaborées dans les notes de cadrage de l'évaluation environnementale établies localement.

I- Le contexte du schéma des structures des exploitations de cultures marines :

Le contexte réglementaire

Les objectifs et la portée du SDS (note de service DPMA, 8 décembre 2010)

Les enjeux par bassin homogène de production (en fonction des données disponibles)

- environnement,
- économie,
- social.

Le dossier d'évaluation environnementale et celui portant sur les incidences doivent présenter les méthodes de travail et les moyens mis en œuvre pour la réalisation de l'étude ainsi que les difficultés rencontrées.

L'évaluation environnementale et l'étude d'incidence au titre de Natura 2000 sont élaborées conjointement.

L'évaluation des incidences Natura 2000 peut prendre la forme d'un chapitre particulier du rapport d'évaluation environnementale, consacré aux incidences sur les sites Natura 2000 du plan/programme, ou faire l'objet d'une publication séparée.

II- Le rapport environnemental :

A) Le cadrage préalable

Cette étape préliminaire à l'évaluation environnementale, bien que facultative, est vivement recommandée car elle constitue un outil efficace et incontournable pour mettre l'évaluation environnementale sur la bonne voie.

L'article L. 122-7 du code de l'environnement prévoit que « l'autorité de l'État compétente en matière d'environnement est consultée en tant que de besoin sur le degré de précision des informations que doit contenir le rapport environnemental ».

Cette consultation ou cadrage préalable, a pour objectif d'éclairer la structure en charge de la réalisation du rapport environnemental sur les attentes de l'autorité environnementale concernant le contenu de celui-ci.

La circulaire du 12 avril 2006 précise qu'« *il s'agira d'identifier notamment les pressions susceptibles de s'exercer sur les ressources et les milieux, et les conflits d'usages dans certains secteurs du territoire considéré* ».

Le cadrage préalable permet de repérer et définir :

- l'aire d'étude pertinente,

- la façon dont les enjeux environnementaux, y compris la problématique de l'eau, doivent être pris en considération dans le rapport environnemental,
- les éventuelles difficultés d'analyse et d'évaluation des impacts environnementaux afin d'identifier les approches permettant de les résoudre (études complémentaires par exemple).

En pratique, la réalisation d'un cadrage préalable est à l'initiative du porteur du plan/programme ; celui-ci adresse sa demande au préfet de région qui saisira la DREAL.

Pour qu'il soit efficace, le cadrage préalable ne doit avoir lieu ni trop tôt, le porteur du schéma des structures a peu de vision stratégique de son programme, ni trop tard, l'évaluation environnementale ne pouvant jouer son rôle de questionnement du projet de schéma et ne constituant alors qu'une justification a posteriori des mesures prévues.

Il semble ainsi que le moment le plus opportun se situe juste à la fin de l'état initial / diagnostic et en début de phase de sélection des grandes orientations du schéma (ébauche de hiérarchisation et premières orientations). Idéalement, l'ensemble du processus de cadrage préalable doit s'étaler sur environ deux mois afin de ne pas retarder le démarrage de l'évaluation environnementale.

Sur la base du diagnostic réalisé par le maître d'ouvrage et à partir du recoupement des données recueillies pour le territoire concerné, la DREAL recense et hiérarchise les enjeux environnementaux présents à l'intérieur du périmètre concerné et précise ses attentes pour chacun d'entre eux.

Afin de dresser l'état des lieux de l'environnement et le diagnostic, le responsable du schéma pourra s'appuyer sur les données fournies par le dossier préliminaire concernant notamment l'état de la ressource et des milieux aquatiques et les usages de l'eau, qu'il devra compléter par des éléments d'information (données et dires d'expert) portant sur les démarches et les zonages de protection de la biodiversité, des sites et des paysages, de prévention des risques naturels, d'enjeux relatifs à l'érosion, au changement climatique ou à la qualité de l'air.

B) Le rapport environnemental

Il peut se référer aux données récentes figurant dans d'autres études, plans ou documents ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale (SDAGE en particulier). Il comprend :

1° Une présentation résumée des objectifs du plan ou du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec d'autres plans et documents visés à l'article R. 122-17 et les documents d'urbanisme avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération (exemples : SDAGE ou SAGE, prescriptions relevant de la loi littoral dans les documents d'urbanisme, SMVM – schéma de mise en valeur de la mer).

2° Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le projet (sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le schéma ; protections réglementaires éventuelles ; caractéristiques physiques du bassin ; mouvement des masses d'eau ; zones d'exploitation des cultures marines – contexte, infrastructures existantes et poids économiques ; facteurs d'érosion ; évolution morphologique du bassin ; définition des principaux enjeux environnementaux).

3° Une analyse exposant :

- a) *Les effets notables probables de la mise en oeuvre du plan ou document sur l'environnement et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages ;*
- b) *L'évaluation des incidences Natura 2000 prévue aux articles R. 414-21 et suivants.*

4° *L'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des autres solutions envisagées.*

5° *La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du plan ou du document sur l'environnement et en assurer le suivi (prescriptions du schéma et encadrement des projets d'exploitations de cultures marines ; définition de la vocation des différents secteurs ouverts à l'exploitation de cultures marines).*

6° *Un résumé non technique des informations prévues ci-dessus et la description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.*

III- L'évaluation des incidences au titre Natura 2000 (trame indicative)

L'évaluation des incidences est **proportionnée** à l'ampleur et à la nature du plan ou du projet et aux enjeux des sites Natura 2000 concernés.

Il est à noter qu'une évaluation des incidences doit être réalisée même si le périmètre couvert par le schéma des structures ne comprend aucun site Natura 2000.

Dans certains cas, une évaluation simplifiée et rapide sera suffisante, si l'absence d'impact est argumentée et évidente ; dans d'autres cas, il conviendra d'approfondir la réflexion par des investigations plus poussées.

L'objectif de cette démarche est de vérifier que le schéma des structures n'aura pas d'**effet significatif** sur les sites Natura 2000, d'identifier des contraintes majeures et des risques principaux et la façon dont ils peuvent être évités par la définition de mesures applicables par les concessionnaires.

Le caractère itératif des démarches d'évaluations environnementales aideront le maître d'ouvrage à définir ces mesures de gestion et de réglementation adaptées, visant la préservation de l'intégrité des sites Natura 2000.

A - Évaluation préliminaire ou pré-diagnostic

Cette première étape a pour objectif d'identifier les sites Natura 2000 pouvant être affectés par le schéma des structures et voir si le schéma est susceptible d'avoir des incidences significatives dommageables sur les sites Natura 2000 concernés.

1° Description du contenu du schéma des structures des exploitations de cultures marines et du type d'élevage concerné par le schéma des structures

Les objectifs et la portée du schéma des structures ;

Les enjeux par bassin homogène de production (critères de productivité, les méthodes d'élevage, etc.).

2° Localisation des zones géographiques des concessions concernées par les prescriptions du schéma des structures par rapport aux périmètres du ou des site(s) Natura 2000

Le champ d'application géographique du schéma (zone géographique des concessions concernées par ses prescriptions ; concessions situées dans le (ou les) département(s) d'un bassin de production homogène) doit être superposé aux zonages des sites Natura 2000. Par sites Natura 2000, on entend à la fois les sites désignés : zone de protection spéciale au titre de la directive « oiseaux » et zones spéciales de conservation au titre de la directive « habitats », mais également ceux pouvant faire l'objet d'une désignation prochaine : les propositions de sites d'importance communautaire (pSIC) notifiés à la Commission européenne ainsi que les sites d'importance communautaire (SIC) déjà désignés.

Aide à la localisation des sites

- ☞ outil cartographique (Carmen) de la DREAL ou DDT
- ☞ portail Natura 2000 : <http://www.natura2000.fr/>
- ☞ site géoportail des territoires : <http://www.geoportail.fr/>
- ☞ site de la commission européenne : <http://natura2000.eea.europa.eu/#>

3° Présentation générale du ou des site(s) Natura 2000 concernés et de leurs objectifs de conservation

L'objectif est de regrouper suffisamment d'éléments pour identifier le risque pouvant affecter les sites Natura 2000. A ce stade, il ne s'agit pas de fournir des éléments détaillés sur le site Natura 2000 concerné mais d'avoir une vision globale des enjeux de protection du ou des sites **concernés**. Il convient d'identifier les habitats et espèces pour lesquels **ces sites ont été désignés** ainsi que les enjeux de conservation des sites concernés.

Les habitats et les espèces présents sur le site mais qui n'ont pas justifié la désignation du site ne sont pas pris en compte dans le cadre de l'évaluation des incidences **Natura 2000**.

Ces informations sont accessibles dans le formulaires standard des données* et dans le document d'objectifs* des sites Natura 2000.

Où trouver le formulaire standard des données ?

- ☞ site du muséum national d'histoire naturelle
<http://inpn.mnhn.fr/isb/naturaNew/searchNatura2000.jsp>

4° Conclusion sur les effets potentiels du schéma sur les sites Natura 2000

Si aucun site Natura 2000 n'est affecté par les activités planifiées par le schéma des structure, l'évaluation des incidences s'arrête. Il conviendra alors de fournir un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le schéma n'est pas susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000.

Cet argumentaire peut être fondé sur les éléments suivants :

- la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000,
- la topographie,
- l'hydrographie,
- le fonctionnement des écosystèmes,
- les caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation.

S'il apparaît que des effets significatifs sont prévisibles **ou que l'on ne peut affirmer avec certitude que le site ne sera pas affecté de manière significative**, l'évaluation des incidences doit être approfondie.

B) L'évaluation des incidences Natura 2000 approfondie

1° Identification des zones à enjeux

Sur la base de la réflexion entamée dans le cadre du pré-diagnostic, les zones à **enjeux** doivent être **identifiées et faire l'objet d'une analyse approfondie. A minima, les zones à « risques » sont les suivantes :**

- zones d'intersection entre sites Natura 2000 ;
- les sites Natura 2000 situés en aval d'une exploitation de cultures marines, *etc.*

2° Réaliser le diagnostic écologique des zones impactées par le schéma

- Expertise des espèces et des habitats d'intérêt communautaire susceptibles d'être impactés (localisation sur le site et sur la zone impactée, fonctionnalité écologique des zones considérées, sensibilité, *etc.*). Une attention particulière est à porter aux habitats et espèces d'intérêt communautaire prioritaires.

Le document d'objectif du site Natura 2000 précise les exigences écologiques des habitats et des espèces et propose une cartographie des habitats et des espèces sur le site, cerne les causes éventuelles de la détérioration des habitats et de la perturbation des espèces, définit les mesures appropriées pour éviter celles-ci. En l'absence de DOCOB, des investigations de terrains devront être conduites.

- Une présentation des caractéristiques physiques des zones concernées.

Les éléments recueillis dans le cadre de l'évaluation environnementale (cf. analyse de l'état initial de l'environnement : caractéristiques physiques du bassin ; mouvement des masses d'eau ; zones d'exploitation des cultures marines – contexte, infrastructures existantes et poids économiques ; facteurs d'érosion ; évolution morphologique du bassin *etc.*) pourront faciliter l'appréciation des incidences du projet sur les sites Natura 2000. Par exemple, de forts courants seront de nature à atténuer l'impact de la sédimentation sur les sites Natura 2000.

- Identifier les autres plans nationaux, régionaux ou locaux ou projet s'appliquant à la même zone.

Aide à la connaissance des habitats et des espèces marins

☞ Référentiel pour la gestion des sites Natura 2000 en mer – Tome 2 les habitats et les espèces Natura 2000 en mer

http://airesmarines.org/upload/docs_dossiers/TOME_2_Les_HABITATS_et_les%20ESPECES_Natura_2000_en_mer_V2_comp.pdf

☞ Cahier d'habitat (habitat côtier)

<http://natura2000.environnement.gouv.fr/habitats/cahiers2.html>

3° Identification des pressions du schéma des structures des exploitations de cultures marines

Concernant l'identification des pressions générées par les différents types d'élevage aquacole concernés par le schéma et par les prescriptions du schéma, il conviendra d'évaluer l'impact de l'ensemble des élevages qui pourraient être autorisés, à densité maximale.

Le schéma des structures définit notamment :

- Les **modalités d'exploitation** pour chaque bassin de production défini et par espèces exploitées (coquillages, poissons, crustacés, algues) : techniques d'élevage, les densités maximales par mode d'exploitation pour toutes les classes d'âge (naissain, juvéniles, adultes) ainsi que, le cas échéant, les règles pour le captage de naissain (déclaration de pose de collecteurs, etc.) et les mesures spécifiques pour les transferts de lots entre les bassins.
- Les **mesures concernant la gestion du parcellaire** : précise les obligations des concessionnaires concernant l'entretien des concessions, le balisage, le bornage, l'élimination des déchets, l'interdiction de clôturer ou de clayonner.

Il convient d'analyser ces éléments pour déterminer les pressions générées par le schéma sur les milieux. Une analyse complète de l'activité de production à terre, comme en mer ou milieu lagunaire : déchets, abords des installations à terre (ex : les mas), nettoyage des coquillages, utilisation de produits, devra être réalisée. L'étude doit décrire toutes les modalités techniques de production.

4°Analyse de l'interaction entre les pressions identifiées et les caractéristiques structurelles et fonctionnelles des habitats et espèces concernés pour apprécier la nature de l'impact et son caractère significatif.

L'étude doit notamment :

- identifier les incidences selon leur typologie : directes/indirectes, temporaires/permanentes, cumulées (avec les autres plans, programmes ou projets affectant la même zone que le schéma des structures) ;
- quantifier les incidences qui peuvent notamment être évaluées en termes de destruction ou détérioration d'habitat, destruction ou perturbation d'espèces ;
- évaluer les incidences sur l'état de conservation de chaque habitat et de chaque espèce concernés et sur les objectifs de conservation du site ;
- évaluer les incidences à un double niveau : au plan local, dans le ou les site(s) concerné(s) et aux plans régional et biogéographique ;
- s'appuyer sur les critères suivants (extrait Référentiel technique mentionnés ci-dessous) :
 - Pression : l'élevage aquacole doit générer une ou des pressions sur le milieu marin (pression plus ou moins forte) ;
 - Sensibilité : l'habitat ou l'espèce Natura 2000 doit être sensible à la pression exercée (ex : un habitat ou une espèce très peu sensible à une pression ne sera pas affecté par cette pression) ;
 - Exposition : l'habitat ou l'espèce considéré doit être exposé à la ou aux pressions exercées.

Aide à l'identification des pressions sur les milieux et à l'analyse des incidences

☞ Référentiel pour la gestion des sites Natura 2000 en mer – Tome 1 Cultures marines

http://airesmarines.org/upload/docs_dossiers/TOME1_Referentiel_CULTURES_MARINES_01_2010_BD.pdf

C) Proposition de mesures de réduction et de suppression d'effets négatifs

Si l'analyse produite au 2) a caractérisé un ou plusieurs effets significatifs certains ou probables sur un ou plusieurs sites Natura 2000, l'évaluation des incidences intègre des mesures de correction pour éviter ou réduire les dits effets.

Les mesures visant à atténuer les effets des exploitations de cultures marines autorisées sur les sites Natura 2000 pourront être introduites dans les parties prescriptives du schéma des structures (partie 5- Les mesures concernant la gestion du parcellaire, si elles concernent l'entretien des concessions, le balisage, le bornage, l'élimination des déchets, l'interdiction de clôturer ou de clayonner ou dans la partie générale du schéma des structures qui liste les mesures de gestion ou de réglementation applicables dans les aires marines protégées).

Il est impératif que ces mesures soient suffisamment précises pour constituer des engagements de la part des porteurs de projets. Celles-ci seront en effet reprises dans la déclaration de conformité de la demande de concession de cultures marines au schéma des structures (annexe 2). Un tel modèle de déclaration de conformité, pour chacun des sites Natura 2000 concernés par le schéma des structures des exploitations de cultures marines et listant les engagements des demandeurs, sera joint à l'évaluation des incidences du schéma.

Aide à la définition de mesures de suppression ou de réduction d'impacts sur les sites Natura 2000

☞ Référentiel pour la gestion des sites Natura 2000 en mer – Tome 1 Cultures marines

http://airesmarines.org/upload/docs_dossiers/TOME1_Referentiel_CULTURES_MARINES_01_2010_BD.pdf

D) Conclusion sur les effets résiduels du schéma sur les sites Natura 2000

Il est impératif que le dossier d'évaluation des incidences soit conclusif quant au caractère significatif dommageable ou quant aux effets induits sur le ou les sites Natura 2000 concernés par les prescriptions du schéma des structures.

Si le schéma des structures ne porte pas atteinte aux objectifs d'un ou plusieurs sites Natura 2000, celui-ci pourra être approuvé par le préfet.

En cas d'impact significatif dommageable sur un site Natura 2000, le document de planification ne pourra être autorisé. Il devra faire l'objet d'adaptations pour éviter l'impact significatif. Il existe cependant une procédure dérogatoire qui permet à l'autorité décisionnaire d'approuver un plan, un programme ou un projet portant atteinte de manière significative à un site Natura 2000. Cependant, dans le cas du schéma des structures, cette procédure paraît difficile à mettre en application.

ANNEXE N° 2 – DECLARATION DE CONFORMITE DE LA DEMANDE DE CONCESSION DE CULTURES MARINES AU SCHEMA DES STRUCTURES

Intitulé du projet :
Commune(s) avec code postal concernés par le projet :
Nom du demandeur :
Personne morale
Adresse du demandeur :
Numéro de téléphone :
Adresse mail

Vu le code de l'environnement dans ses articles R.414-19 à 26

Vu le décret n°83-228 du 22 mars 1983 fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines

Vu l'évaluation des incidences Natura 2000 du schéma des structures des exploitations de cultures marines (activité concernée) approuvé par arrêté préfectoral du (date)

Je, soussigné,, déclare déposer une demande de concession pour l'exploitation de cultures marine conforme aux dispositions du schéma des structures des exploitations de cultures marines (type d'activité, champ d'application territoriale), arrêté par le préfet de département (département) le (date) et approuvé dans les conditions prévues par les réglementations ci-dessus visées.

Je m'engage à respecter les mesures et prescriptions relatives à la préservation des sites Natura 2000, telles que définies par l'évaluation des incidences Natura 2000 du schéma des structures des exploitations de cultures marines ci-dessus visée :

- sur le site (nom du site, numéro du site) :
 - (mesure 1)
 - (mesure 2) etc...

Le non-respect de ces dispositions peut être un motif de suspension ou de retrait de la concession.

Cette déclaration est à joindre à la demande de concession pour l'exploitation de cultures marines.

A :

Le :

Signature